

L'ampleur des sources mobilisées et la nouveauté des analyses proposées font de Guatemala, **la República Española y el Gobierno Vasco en el Exilio, 1944-1954** d'Arturo Taracena Arriola (Mérida, Universidad Autónoma de México, 2017) une magnifique étude de l'exil républicain espagnol au Guatemala. S'appuyant sur plusieurs publications antérieures de l'auteur, ce livre vient combler une lacune car la question n'avait jamais été traitée pour ce pays (elle n'a été qu'effleurée pour les autres pays d'Amérique centrale ayant accueilli ces réfugiés), si bien que même les spécialistes de la question pour l'Amérique latine paraissent avoir ignoré l'épisode. D'un ouvrage dense, nous retiendrons les apports sur deux questions qui feront l'objet de nos commentaires dans les pages qui suivent:

- le plan officiel d'immigration ouvert aux réfugiés espagnols en 1948 par un gouvernement révolutionnaire qui a reconnu la République espagnole en exil, sa signification et mise en place dans l'Europe d'après-guerre qui compte plusieurs millions de personnes déplacées et de réfugiés;
- le coût de l'exil pour les vaincus de la Guerre civile espagnole, brutalement mis en lumière par le coup d'État de 1954 qui en expulse bon nombre du Guatemala, mais que Taracena décèle aussi dans la fragilité des mémoires, chez les individus et leurs familles autant que dans le pays qui les avait accueillis.

1



Colección Fototeca CIRMA, Antigua Guatemala. Juan José Arévalo (1er rg, pouce levé) et ses diplomates artisans de l'immigration républicaine espagnole, Luis Cardoza y Aragón (1er rg, 1er gche) et Enrique Muñoz Meany (1er rg, 2e gche).

La première partie du livre lui a donné son titre, elle brosse le paysage politique et diplomatique nouveau qui se dessine en 1945 pour le Guatemala et dans lequel va s'inscrire un programme officiel d'immigration ouvert aux républicains espagnols, objet de la deuxième partie. En rompant les relations avec le régime franquiste et en reconnaissant la République espagnole en exil, le gouvernement du Guatemala affirme sa souveraineté dans l'ordre international en même temps que les valeurs démocratiques et antifascistes (selon le terme de l'époque) qu'il défend. La nouvelle orientation diplomatique prise et le projet d'accueillir des républicains espagnols au Guatemala, s'inspirent du gouvernement de Lázaro Cárdenas au Mexique, qui a commencé à recevoir des réfugiés espagnols avant même que la victoire de la rébellion armée du général Franco précipite leur exode massif d'Espagne au début de 1939.

Convaincu que l'instauration d'un nouvel ordre international se joue en Europe, sous l'égide de l'Organisation des nations-unies qui vient d'être créée à Londres où elle aura son siège jusqu'en 1952, le président Juan José Arévalo y dépêche trois personnalités politiques ralliées à la révolution d'octobre 1944, avec mission d'y faire valoir la position diplomatique du Guatemala. Les envoyés guatémaltèques sont d'éminents intellectuels qui ont fait des études à Paris dans les années 20. Il s'agit d'Enrique Muñoz Meany, qui a été et sera à nouveau ministre des Relations extérieures; Jorge Luis Arriola, qui en tant que ministre de l'Éducation, a impulsé l'autonomie universitaire et la lutte contre l'analphabétisme; et Luis Cardoza y Aragón, écrivain connu qui revient d'un exil espagnol puis mexicain et a fait inscrire des dispositions en faveur des travailleurs dans la nouvelle constitution tout juste adoptée.

C'est un programme chargé qu'Arévalo a donné à ses trois diplomates et Taracena examine les questions liées à la recomposition d'un ordre international qu'ils ont eu à gérer — le nouvel État d'Israël, les Malouines mais aussi le Belize pour le conflit territorial avec cet État limitrophe du Guatemala, etc. Parmi ces questions, le rétablissement des relations officielles avec la République espagnole en exil occupe une place à part. La Guerre civile et la défaite ont alors moins de dix ans, bien des républicains espagnols et leur gouvernement en exil nourrissent le ferme espoir que "les choses d'Espagne s'arrangent" comme l'écrit l'un d'eux, ils escomptent obtenir de l'ONU l'isolement international, voire l'éviction, du général Franco et le rétablissement d'un gouvernement démocratique leur permettant de rentrer chez eux. À travers l'activité déployée par les envoyés guatémaltèques entre Paris, Londres et Lisbonne, le lecteur perçoit le climat diplomatique de l'immédiat après-guerre qui entoure la mise en place de l'ONU. Les traces de la guerre sont encore toutes fraîches en Europe de l'Ouest: on peut se demander comment les envoyés du Guatemala auront retrouvé le Paris de leur jeunesse qui porte la marque des combats et bombardements récents, et où sévissent rationnement et pénurie générale —après être arrivés en France, pour certains, par le port du Havre, entièrement détruit.

Dans les relations qui se nouent à Paris entre Espagnols et Guatémaltèques, un troisième acteur saura en quelque sorte s'interposer: le Gouvernement basque en exil. Le fait qu'il figure dans le titre du livre indique la place que va prendre la question basque dans la présence des républicains espagnols au Guatemala. Elle mérite donc qu'on s'y arrête. Au début de la Guerre civile, le gouvernement espagnol a reconnu l'autonomie des provinces du Guipúzcoa (San Sebastián) et Viscaya (Bilbao) demeurées fidèles à la République et celles-ci ont combattu côté républicain

jusqu'à la défaite sur ce front en 1937. Dans les mois précédents et de concert avec les autorités françaises, le gouvernement basque a organisé l'évacuation de ses civils. Avec pour principale destination Bordeaux et le Sud-Ouest français ainsi que La Rochelle et Nantes. Sorti peu après celui de Taracena, le livre de Francine Agard-Lavallé, Bernard Lavallé et Christophe Lavallé intitulé "Car ce combat est aussi le nôtre". Bordeaux, les Bordelais et la guerre d'Espagne (Presses universitaires de Bordeaux, 2018) montre l'arrivée par vagues successives des réfugiés basques dans les ports girondins ou des départements voisins en 1936 et leur accueil à Bordeaux, porté par un extraordinaire élan de solidarité qui mobilise de nombreux secteurs, dont les services publics et l'église catholique (il en ira différemment ensuite).



Un des artisans de l'accueil des républicains espagnols au Guatemala, le diplomate Jorge Luis Arriola sur la route de l'exil en Italie après la chute du président Jacobo Arbenz, Madrid 25 septembre 1954. Coll. Arturo Taracena Arriola

Le capital de sympathie que les nationalistes et catholiques basques défenseurs de la République espagnole ont suscité, en France et dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest, a probablement été un atout pour le gouvernement basque en exil. Replié pendant la Deuxième guerre mondiale à Londres, celui-ci a en particulier cultivé des relations avec les représentants de la France libre, ce qui l'a mis en bonne posture pour le retour à Paris, en 1945. Alors que le gouvernement de la République espagnole en exil, qui s'est replié au Mexique en 1940, n'est de retour à Paris qu'en 1946. Le représentant basque qui siège en son sein est le chef du Parti nationaliste basque (de gauche), Manuel de Irujo Ollo. C'est à cet apôtre de la cause basque, habile autant qu'ardent, qu'échoit la gestion des relations de la République espagnole avec la légation du Guatemala. Son interlocuteur guatémaltèque se trouve être le flamboyant chargé d'affaires faisant momentanément fonction d'ambassadeur du Guatemala, Carlos Manuel Pellecer (fondateur du parti communiste guatémaltèque en 1949). Taracena montre comment Irujo va s'arranger pour "monopoliser" au

service de la cause basque les relations que la République espagnole est en train de nouer avec le Guatemala en plaçant, chaque fois qu'il le peut, un Basque en représentation de la République; l'un d'eux, Antonio de Zugadi, sera consul de la République espagnole au Guatemala de 1951 à 1954. Le projet d'accueillir des républicains espagnols au Guatemala démarre officiellement en février 1948. Des pourparlers entre le président Arévalo et le Valencien José Soler Noguera récemment arrivé au Guatemala ont été décisifs en la matière car ce dernier avait un canal de communication direct avec le gouvernement de la République espagnole. Désormais ministre des Relations extérieures, Muñoz Meany sera l'architecte du plan officiel d'immigration. Arriola et Cardoza y Aragón continueront à l'appuyer depuis leurs nouvelles fonctions officielles, après leur retour au Guatemala. À ce moment-là, l'immigration espagnole au Mexique s'essouffle et la conjoncture politique a changé — depuis 1939, le pays a accueilli 20 000 républicains espagnols, se plaçant ainsi en tête de leur accueil en Amérique latine. Il y a là une chance à saisir pour le Guatemala qui envisage à son tour d'accueillir 5000 personnes. De fait, grâce à leurs programmes officiels d'accueil, le Guatemala et le Venezuela vont prendre la relève du Mexique et du Chili (qui a accueilli 5000 républicains espagnols en 1939).

L'auteur montre que le profil d'immigrant souhaité par le Guatemala diffère de celui que, surtout au début, le Mexique a favorisé en faisant venir des intellectuels, scientifiques, artistes et professions libérales (l'étendue de leurs contributions vient encore d'être démontrée à propos d'une grande université, par Gerardo Sánchez Díaz dans *La presencia del exilio republicano español en la Universidad Michoacana, 1938-1966*, Madrid, 2020). Le Guatemala souhaite faire d'abord appel à des ouvriers, paysans, marins, artisans et autres métiers manuels dont le savoir-faire manque sur place. Même si la vigilance des recruteurs pour s'assurer de réfugiés républicains a fait souvent pencher pour des intellectuels ou des professions libérales dont les opinions étaient plus facilement connues.

Comme il en a été pour l'immigration au Mexique, le programme d'immigration au Guatemala est principalement basé en France où se trouvent la plupart des réfugiés espagnols, à l'exception du petit contingent qui a pu gagner le Maroc français directement depuis le Levant espagnol. Se porteront également candidates des personnes déplacées originaires de Russie et d'Ukraine qui se trouvaient déjà en France avant la Deuxième guerre mondiale et détiennent des passeports Nansen (documents d'identité délivrés aux apatrides à partir de 1922). L'autre réservoir d'immigrants, beaucoup plus petit, est le Portugal resté neutre pendant la guerre, où la situation des réfugiés républicains se fait de plus en plus difficile en raison de la politique d'entente répressive qui prévaut désormais entre dictateurs portugais et espagnol.

Dans l'Europe de l'immédiat après-guerre, Allemagne et France sont des pôles d'action pour les institutions qui gèrent d'énormes opérations de "réinstallation" (terme alors usité) concernant des centaines de milliers de personnes. La création d'organismes ad hoc pour se charger de la besogne a même constitué un des premiers terrains d'action de l'ONU, tout comme il l'avait été pour la Société des nations avec le Haut Commissariat pour les réfugiés créée en 1921 (devenue l'Office Nansen). Dans *The Long Road Home: The Aftermath of the Second World War* (Londres, 2011), l'historien anglais Ben Shephard a montré l'œuvre accomplie à cet égard par le United Nations Relief and

Rehabilitation Administration (UNRRA) qui a opéré en Allemagne en 1945 et 1946.

L'immigration au Guatemala voit l'intervention d'une autre agence de l'ONU qui, en 1948, prend le relai de l'UNRRA pour quatre années: l'Organisation internationale pour les Réfugiés (OIR), soit 5700 agents au plus fort de son activité, 1 500 000 personnes réinstallées et 100 tonnes d'archives produites selon les estimations officielles lors de la liquidation de l'organisme. Cet organisme est principalement actif en France où un de ses dossiers prioritaires est précisément celui des réfugiés républicains espagnols — quelque 220 000 personnes dans la France de 1945 —, comme l'expliquait son directeur adjoint, Pierre Jacobsen, dans un article dressant le bilan de l'organisme en passe d'être liquidé, "L'œuvre de l'Organisation internationale pour les réfugiés" (*Population*, 6:1, 1951). Outre les bureaux parisiens de l'OIR, donc en relation avec la légation du Guatemala pour le plan officiel d'immigration, Taracena montre que via le Unitarian Service Committee (organisation humanitaire protestante nord-américaine) qui y est son délégué, l'OIR intervient aussi au Portugal, pour organiser les départs de républicains espagnols pour le Guatemala, et même au Guatemala où ceux-ci sont accueillis. De façon générale, le transport des personnes jusqu'au pays de leur "réinstallation" (terme alors usité) a été la principale contribution de l'OIR. Il n'est donc pas interdit de penser que l'organisme ait pris en charge l'acheminement des immigrants jusqu'au Guatemala. On n'en saura pas davantage là-dessus, les archives de cet organisme ayant été très maltraitées (Marie-Thérèse Chabard, "Les archives de l'Organisation internationale des réfugiés", *Gazette des Archives*, N. 158, 1967, 165-175).

Deux listes de candidats sont successivement ouvertes à l'ambassade du Guatemala: la première, active entre février et juillet 1948, comprendra 610 noms dont 521 Espagnols; la seconde, ouverte entre août 1948 et novembre 1951, n'en affichera que 55 dont 49 Espagnols. Les républicains espagnols dominent donc l'ensemble à 90%, et si une partie d'entre eux est basque, le plus fort contingent paraît avoir été andalou. La présence d'un nom sur l'une ou l'autre listes de candidats veut-elle dire qu'il s'est agi in fine d'un immigrant? En l'absence de listes de passagers (qui font souvent défaut à l'histoire des migrations transatlantiques), Taracena a confronté les noms figurant sur les listes d'inscription à l'immigration ou dans les quelques dossiers individuels de candidats également retrouvés, à ceux des immigrants dont l'arrivée au Guatemala est attestée par diverses autres sources.

Il en ressort que très peu de noms figurant sur les listes d'immigration se sont traduits par des immigrations effectives. Importante en soi, cette indication nous fait aussi plonger dans des situations vécues par les réfugiés à la recherche de débouchés, dans l'Europe d'après-guerre. Certains ont dû explorer simultanément plusieurs pistes s'ouvrant à eux, quitte à revenir sur leur décision initiale de départ quand une autre possibilité se dessinait sur place, dans un environnement déjà familier. D'autres paraissent simplement avoir reculé parce qu'ils ne trouvaient pas de quoi se payer le voyage. Dans *Escape from Vichy : the Refugee Exodus to the French Caribbean* (Harvard University Press, 2018; traduction française : *Les bateaux de l'espoir. Vichy, les réfugiés et la filière Martiniquaise*, Éditions du CNRS, 2020), l'historien canadien Eric Jennings a également observé ces facteurs propres à matérialiser ou pas un départ. Des relations efficaces, de quoi payer la traversée, l'esprit de décision au bon moment, voilà —dit-il en substance— ce qui a fait qu'entre les

centaines de milliers de républicains espagnols, antifascistes allemands et Juifs ou opposants français qui cherchaient à quitter la France en 1940, quelque 5000 d'entre eux ont pu profiter de la route ouverte pendant huit mois seulement jusqu'à la colonie française de la Martinique — d'octobre 1940 à mai 1941.

L'univers des Républicains espagnols au Guatemala s'établit autour de 200 immigrants en 1950 (sans compter une quarantaine d'enfants sur lesquels les indications sont lacunaires), estime l'auteur. Les exemples donnés par l'auteur montrent des gens souvent dans la quarantaine —donc ayant une certaine expérience de la vie —, parmi lesquels deux fois plus d'hommes que de femmes (comme souvent, après-guerre, parmi les candidats à l'immigration outre-Atlantique). Leur composition socioprofessionnelle s'avère conforme au plan officiel initial : les professions manuelles — des techniciens aux artisans — l'emportent nettement, un tiers des emplois déclarés sont liés à l'agriculture et les professions libérales ne représentent que 10% des individus. Aux individus et familles partis des ports français entre 1948 et 1951, il faut ajouter les républicains espagnols ayant déjà gagné le Guatemala depuis le Venezuela, le Mexique ou la République dominicaine qui les avaient accueillis à partir de 1939. Parmi ces derniers, on ne sera pas surpris d'en retrouver quelques-uns accueillis d'abord en Martinique et mentionnés par Jennings dans *Escape from Vichy*. Par exemple, l'artiste surréaliste Fernando Granell dont Taracena mentionne le séjour martiniquais qui lui a permis de connaître André Breton également retenu dans l'île antillaise avant de partir pour New-York.

Une des plus belles figures de l'exil républicain espagnol auxquelles l'étude de Taracena redonne vie, le Professeur Antonio Román Durán, est également passée par la Martinique avant de pouvoir gagner la République dominicaine et plus tard, le Guatemala. Psychiatre de renommée internationale, originaire de Málaga, Román a quitté Marseille à la fin de 1941 sur l'*Ipanima* qui l'emportait vers l'île antillaise avec d'autres républicains espagnols, des antifascistes allemands et des Juifs français. Arrivé à Fort-de-France, il est placé dans le camp de réfugiés qui leur est destiné. Jusqu'à ce qu'en mai 1942, un bâtiment affrété par des Républicains espagnols vienne le prendre pour gagner Santo Domingo. C'est en 1946 que Román, expulsé par le dictateur dominicain Rafael Trujillo, est accueilli par le Guatemala. Outre ses cours dispensés à la faculté de médecine qui font connaître la psychanalyse freudienne, il dirigera les hôpitaux psychiatriques du pays, y mettant en place des méthodes d'avant-garde pour traiter les patients. C'est aussi un membre engagé au sein des républicains espagnols accueillis au Guatemala. Jusqu'à ce que le coup d'État militaire l'oblige à reprendre le chemin de l'exil en 1954.



Carte d'immigrant délivrée en 1951 par l'ambassade du Guatemala en France à Bernardo Gutiérrez Herrera et ses deux fils. La nationalité indiquée est "español republicano". Coll. Archives de l'Ambassade du Guatemala, Paris

L'histoire de Román Durán, que nous venons d'évoquer, constitue une bonne introduction aux questions examinées par l'auteur dans les troisième et quatrième parties de l'ouvrage, qui touchent aux coûts de l'exil. Il y a d'abord celui, brutal, qui contraint l'éminent psychiatre à quitter la terre où il avait trouvé refuge depuis quinze ans, quand en juin 1954, une junte militaire conduite par le colonel Carlos Castillo Armas et encouragée par la CIA, force la renonciation du président Jacobo Arbenz, qui avait été élu à la fin du mandat d'Arévalo. 145 républicains espagnols, selon les estimations de l'auteur, vont alors devoir vivre un troisième, voire un quatrième exil, après un séjour au Guatemala qui, pour beaucoup, aura duré moins de dix ans. Leur départ même s'effectue dans des conditions dramatiques. Dans les jours suivant le coup d'État, un certain nombre, harassés par la police nationale, sont contraints de gagner la frontière avec le Mexique, souvent après avoir trouvé asile auprès des ambassades du Chili, de l'Équateur et du Mexique qui leur ont procuré des sauf-conduits pour quitter le pays.

Les Espagnols forment de loin le plus gros contingent d'étrangers réfugiés dans les ambassades après le coup d'État; en même temps, ils sont peu de choses au regard du millier de Guatémaltèques également asilados (y ayant cherché asile). Membres du gouvernement renversé, dont l'ex-président Arévalo réfugié à l'ambassade du Mexique, intellectuels et professionnels ayant travaillé dans les gouvernements issus de la Révolution de 1944 à tant de secteurs et projets (dont le programme d'immigration républicaine espagnole), "tous allaient se trouver attrapés par la force centrifuge de la défaite en pleine Guerre froide" écrit Taracena (p. 342) évoquant les destins de ces réfugiés guatémaltèques.

Symbole terrible du sort subi par les proscrits guatémaltèques et républicains espagnols, les bibliothèques des uns et des autres alimentent au début de 1955 un gigantesque autodafé au cours

duquel 40 tonnes de livres sont brûlés devant le Palais du gouvernement. Quelles que soient les opinions ou affiliations politiques des uns et des autres, progressistes ou révolutionnaires sont mis hors-la-loi sous l'accusation de communiste, l'ennemi désigné que la doctrine de la Sécurité nationale met désormais à l'ordre du jour, qui inclut aussi les républicains espagnols ou rojos (rouges). Alors que la répression s'abat sur le pays, provoquant en particulier la mise à pied de milliers d'enseignants, des écoles à l'université, les républicains espagnols sont même accusés d'avoir favorisé l'infiltration communiste au Guatemala. Dans son offensive contre les républicains espagnols, le régime a pu exploiter l'hostilité des employés d'administration ou des universitaires envers des rivaux potentiels sur le marché du travail qui, en plus, viennent bousculer leurs habitudes —réflexe corporatiste qu'on retrouve au Mexique et qui, ici ou là, a stimulé la bataille des nationaux pour obtenir un statut les protégeant (ley de escalafón laboral).

Le Mexique sera la principale destination des républicains espagnols expulsés. L'ouvrage précédemment mentionné de Sánchez Díaz nous permet d'en retrouver à la Universidad Michoacana, tel le spécialiste de biologie marine de renommée internationale Rafael de Buen Lozano qui finit sa vie à Morelia. Vraisemblablement arrivé au Mexique en 1940 et ayant travaillé au Nicaragua, Costa Rica, Panamá et Mexico, le biologiste avait fini par accepter l'invitation du Guatemala, pour occuper une chaire à la Universidad San Carlos de Guatemala en 1946. À nouveau réfugiés au Mexique, de Buen Lozano et d'autres n'hésiteront pas à repartir quand l'occasion s'en présentera, pour la Colombie, le Venezuela, les Grandes Antilles espagnoles ou le Cône Sud. Vivante Illustration de l'España peregrina (Espagne errante) évoquée par l'écrivain José Bergamín réfugié au Mexique, que cite l'auteur née de la défaite et formée sur le sol étranger — à laquelle, serait-on tenté d'ajouter, un continent hispanophone a malgré tout offert des horizons uniques. Quelques-unes des familles espagnoles contraintes de partir lors du coup d'État, profiteront de la possibilité qui leur est offerte quelques années plus tard de revenir au Guatemala. Elles s'y établiront donc définitivement, sans toutefois rien abandonner de leurs convictions républicaines, note l'auteur, ce qui leur vaudra d'être constamment surveillées par la police guatémaltèque. Et puis, il y a les Espagnols d'immigration récente qui n'ont pas eu du tout à quitter le Guatemala en 1954. Quelque 60 républicains espagnols ne sont pas inquiétés par la junte réactionnaire et échappent à un nouvel exil. Ils avaient souvent pris leurs distances à l'égard de leurs convictions passées et rallié la frange la plus conservatrice des républicains, à mesure qu'ils nouaient des liens d'ordre politique et économique avec les milieux guatémaltèques hostiles à la révolution de 1944 et les résidents espagnols de longue date qui en étaient proches. Ancienne, puisqu'elle remontait à l'époque coloniale, comme dans d'autres républiques latino-américaines, la colonie espagnole du Guatemala était en effet plutôt conservatrice : sur les 800 individus qu'elle comptait, seule une soixantaine avait adhéré à la République espagnole dans les années trente, autrement dit: moins de 10 %. En 1937, ces Espagnols conservateurs avaient organisé une collecte pour venir en aide au soulèvement franquiste (ils en allaient en faire une autre en 1954, pour les "victimes" du gouvernement révolutionnaire). À partir de 1945, ils avaient alimenté la campagne de presse montée contre la reconnaissance officielle de la République espagnole par le nouveau régime et sa volonté de poursuivre les phalangistes locaux (du mouvement fasciste qui appuie Franco).

De leur côté, les résidents espagnols en faveur de la République espagnole, en majorité des commerçants et petits industriels auxquels s'étaient joints des Guatémaltèques partageant leurs opinions, avaient organisé une collecte faite pour assister les premiers réfugiés républicains. C'est

aussi à leurs efforts qu'on devait la création en 1946 d'une Casa de la República Española, toujours dans le but de favoriser l'immigration de républicains espagnols et de favoriser l'insertion des premiers arrivés entre 1945 et 1946. Objectif atteint: les adhésions au fur et à mesure des arrivées atteindront le nombre de 150. Des associations de caractère culturel verront aussi le jour: l'Ateneo "García Lorca" qui offre des conférences et produit des émissions de radio, et le centre culturel basque "Landibar" qui ambitionne de diffuser depuis le Guatemala une revue intitulée Euzko Gogoia pour maintenir vivante la culture de l'Euzkadi de par le monde.

Le Libro de actas (registre des séances) de la Casa de la República española (devenue ensuite Centro Republicano Español) rend compte, au fil du temps, des questions à l'ordre du jour, des positions exprimées et des décisions prises. Il a fourni à l'auteur une sorte d'observatoire d'où suivre l'évolution de la communauté républicaine espagnole active et engagée, soit un petit nombre de gens, beaucoup s'en tenant à l'écart. L'impression qui s'en dégage est que les conflits entre républicains espagnols membres de la Casa se sont manifestés de bonne heure, qu'ils ont été récurrents, et directement ou indirectement, ont eu pour objet le gouvernement de la République espagnole en exil en lien avec celui du Guatemala. Le cabinet de la République espagnole en exil devait-il inclure tous les partis, sinon où devait se situer son centre de gravité? Le premier gouvernement conduit par José Giral et les suivants ont suscité de vives discussions. Puis le vote du Guatemala à la résolution de l'ONU condamnant le régime franquiste en 1946 (ultérieurement révoquée par une nouvelle résolution de 1950). Puis encore en 1948, le soutien apporté par deux des membres les plus éminents et actifs de la Casa, Rafael de Buen Lozano (communiste) et Antonio Román Durán (socialiste, déjà mentionné), aux diplomates guatémaltèques qui avaient refusé de condamner le "communisme international" à la conférence des États américains tenue à Bogotá en 1948. En 1950, ce sont les émissions sur la République espagnole produites par Román Durán à l'Ateneo et diffusées sur les ondes nationales que d'aucuns taxent de propagande communiste. L'offensive, cette fois, est partie d'éléments socialistes et poumistes unis à plus conservateur dans une même aversion au communisme. On parle d'expulsion, certains choisissent de quitter la Casa, de peur de se voir associés à une institutions "de communistes" — invective plus souvent brandie entre républicains espagnols à mesure que les milieux opposants guatémaltèques en font leur cheval de bataille.

Ces multiples incidents dont nous n'avons donné que quelques exemples laissent à penser que les républicains espagnols ont progressivement réaligné leurs positions divergentes sur l'échiquier politique guatémaltèque. Les républicains les plus conservateurs ont rejoint le bloc anti-communiste dominé par l'oligarchie économique et l'église catholique auquel adhéraient de leurs compatriotes résidents de longue date. Tandis que les Espagnols progressistes — une partie des socialistes et les communistes — se sont sentis solidaires des gens aux côtés desquels ils travaillaient pour les gouvernements issus de la Révolution de 1944 et son programme de réformes en matière économique, de santé ou d'instruction, ainsi que de l'intelligentsia qui les accueillait dans l'université, l'administration et nombre d'institutions nationales et secteurs d'activité — autant de nouveaux champs d'action que leur avait ouvert le Guatemala et dans lesquels les réfugiés avaient trouvé la possibilité de déployer leur expertise et un sens renouvelé à leurs convictions.

En expulsant une partie des républicains espagnols et en autorisant les autres à rester, le régime répressif issu du coup d'État consommait en quelque sorte la scission qui de fait, s'était progressivement installée entre eux — emmenée, comme souvent, par ses éléments les plus entiers et querelleurs. Il est vrai que par-delà leur commune condition de républicains espagnols réfugiés, la diversité avait toujours caractérisé ce microcosme. Ils partageaient le fait d'avoir combattu dans l'armée républicaine ou les unités levées par le gouvernement autonome basque, et d'avoir participé activement, de mille façons à la défense de la République. Les unis par le refus de vivre en Espagne tant que Franco serait au pouvoir. Et pour beaucoup, d'avoir dû quitter, dans des conditions périlleuses, d'abord l'Espagne, et ensuite la France envahie et occupée. (En font foi les déclarations faites aux policiers français en 1939 pour solliciter un permis de séjour: "Entré en France par un sentier de montagne au-dessus de Saint-Étienne de Bigorre"... "Arrivé de nuit sur une barque à Saint-Jean-de-Luz". Et le périple déjà relaté de l'Ipanima pour fuir la France via la Martinique en 1941.) Ces réfugiés antifranquistes, originaires de toutes les régions d'Espagne et de niveaux d'instruction très divers, avaient enfin emporté d'Espagne des convictions allant des républicains modérés, nationalistes basques, socialistes, communistes jusqu'aux poumistes (marxistes hostiles à l'emprise de Moscou) ou anarchistes (actifs dans le mouvement syndical). Des convictions qui les avaient déjà terriblement divisés à mesure de la guerre. À leur propos, l'auteur cite le critique espagnol contemporains José-Carlos Mainer qui parle d'une "appartenance malaisée à un groupe dissemblable, marqué par un commun destin que d'autres lui ont imposé" (la incomodidad de pertenecer a un grupo heterogéneo, marcado por un destino común que habían impuesto otros, p. 319-320).

Travaillant sur un univers numériquement restreint (200 personnes), l'auteur a pu à la fois appréhender le fait collectif de l'immigration républicaine espagnole au Guatemala et les destins individuels. À l'origine de son livre, il y a eu une découverte archivistique qui invitait à cette double approche. En 1997, ont été retrouvés dans les caves de l'ancienne ambassade du Guatemala à Paris (parmi d'autres documents d'un grand intérêt) les listes de candidats à l'immigration au Guatemala et les dossiers de candidats déjà mentionnés. Les dossiers, en particulier, incluaient des attestations de toutes sortes que les services officiels et des particuliers français avaient rédigées en faveur des intéressés, sur leurs services pendant la Deuxième guerre mondiale et les emplois qu'ils avaient occupés ensuite. (Les caves des ambassades ménagent souvent pareilles trouvailles... Ainsi celles de l'ambassade de France à Washington, dans les années cinquante, où dormaient depuis plus d'un siècle des dossiers de prises faites par les corsaires des Antilles françaises pendant la Quasi-guerre, de 1798 à 1800, après avoir servi au gouvernement des États-Unis pour établir les dommages encourus du fait des corsaires français.)

Les exilés sont des gens qui, par définition, ont bougé, et même, dans le cas présent, beaucoup bougé. Cela a entraîné Taracena dans une recherche exemplaire sur l'histoire des républicains espagnols venus au Guatemala qui s'étend en amont vers l'Espagne, et souvent en aval, pour les individus qui ont dû repartir en 1954 vers d'autres pays d'Amérique latine— le tout complété par de nombreux entretiens et échange de messages avec les descendants des réfugiés, sur les deux continents. Donner un aperçu des principales archives publiques et privées consultées par l'auteur et de ce qu'il y a trouvé, dans quelque six pays, au premier rang desquels l'Espagne, bien sûr, et la

France où la plupart des réfugiés sont d'abord arrivés, permet de mesurer concrètement les sources que l'histoire des immigrations du 20^e siècle peut être amenée à mobiliser :

- correspondance diplomatique du Guatemala, du Chili, du Mexique, de la République dominicaine; fonds intitulés "Refugiados españoles" (réfugiés espagnols) dans les services d'archives des mêmes pays où se trouvent les lettres de candidature, certificats, attestations, copies de diplômes, etc. des arrivants ; listes de candidats et dossiers de candidature du programme officiel d'immigration du Guatemala, 1948-1951;
- papiers personnels de personnages clés du programme d'immigration, conservés dans diverses fondations et bibliothèques basques et valenciennes, et pour les responsables politiques guatémaltèques ayant travaillé à l'accueil des républicains espagnols, conservés à la Universidad San Carlos de Guatemala et d'autres bibliothèques du pays;
- articles et ouvrages scientifiques publiés par des républicains au Guatemala et ailleurs dans l'exil, presse de l'époque où ils ont débattu et exprimé publiquement leurs vues, correspondance et quelquefois souvenirs dans lesquels les exilés eux-mêmes ont relaté leur histoire — dans les bibliothèques et collections, espagnoles ou guatémaltèques, susmentionnés;
- registres d'état civil, de la Universidad Complutense de Madrid et autres établissements délivrant des diplômes d'études, dossiers personnels des combattants républicains, rôles des unités de l'armée républicaine et milices diverses de défense de la République, listes de membres des partis, mouvements de jeunesse, cercles de pensée, comités d'aide, etc. (tous organismes ou institutions dissous par les autorités franquistes qui avaient rassemblé la documentation saisie à Salamanque, à l'origine de l'actuel Archivo General de la Guerra Civil, et grâce à elles, fichier les individus considérés comme suspects);
- registre des séances (Libro de las actas) de la Casa de la República española au Guatemala, aujourd'hui à l'Archivo general de la Administración d'Alcalá de Henares (qui conserve la documentation politico-administrative de l'Espagne produite depuis 1939);
- archives de police; celles de la Préfecture de police de Paris où l'auteur a retrouvé les fiches de républicains espagnols et du personnel de la légation du Guatemala surveillés sur l'ensemble du territoire français, et les déclarations des réfugiés espagnols demandant à résider en France ou faisant l'objet d'une enquête; et celles de la Policía Nacional de Guatemala qui conservent les fiches des républicains espagnols qu'elle surveillait (localisées en 2005 et depuis, objet d'un programme de conservation exemplaire, ces archives témoignent des décennies de répression ayant frappé tout le pays).

Dans un ensemble documentaire si géographiquement dispersé pour quelques centaines de personnes, plusieurs choses ont frappé l'auteur, lui suggérant parmi les réflexions les plus neuves de son livre. D'abord, la quantité de curriculum vitae et récits de vie que tous les réfugiés ont dû produire — pour être candidat à l'immigration, solliciter la résidence dans le pays d'accueil, obtenir un emploi, etc. Des documents, remarque-t-il, qui se lisent souvent comme de "véritables exercices de survie" (p. 357). Et que les intéressés accompagnent de force attestations et certificats par lesquels logeurs, employeurs, correspondants de sociétés scientifiques, voire chefs de réseau résistant français pendant la Deuxième guerre mondiale, appuient leurs dires.

En assemblant les pièces du puzzle pour reconstituer le destin de tel ou tel, l'auteur relève des écarts entre ce que les intéressés ont dit de leur vie avant la défaite et l'exil et d'autre part, les données de caractère administratif les concernant dans les registres d'état civil, les archives de l'université, les états de service militaires, etc. L'un d'eux, par exemple, s'est vieilli de trois ans pour se donner le temps d'avoir obtenu, au terme de ses études littéraires, le diplôme de licence qu'il déclare détenir mais qui ne figure nulle part sur les registres de l'université, et à l'appui duquel il ne peut produire qu'une correspondance vague avec son ancien professeur de licence. Variations également entre les déclarations successives faites devant des autorités différentes. Comme ce couple au sujet de leur situation maritale. Unis religieusement dans le sud de la France en 1942, ils n'ont pas fait reporter l'acte sur des registres civils qui aurait garanti sa validité — 1942! on songe aux dangers qu'affrontent alors en France des républicains espagnols dont l'existence est déjà compliquée. En 1948, leur candidature à l'immigration au Guatemala est retenue en tant que couple marié. Mais entretemps, l'épouse est revenue en Espagne pour quelque mois et a sollicité un passeport des autorités franquistes en tant que célibataire, tel étant son statut dans l'état civil. Sur le moment nécessaire aux individus, ce "brouillage des données" (*trastocamiento de los datos*, p. 352) expose par la suite à des complications somme toute humiliantes: poursuivant une carrière d'universitaire au Guatemala, le distingué linguiste jamais licencié sera traité de doctor les années passant (pratique courante dans certains pays d'Amérique latine) et se verra finalement conférer le titre de docteur *honoris causa*. L'imbroglio créé peut être durable: lorsque l'épouse mariée religieusement en 1942 veut entamer une procédure de divorce quelques années plus tard, elle apprend que sa demande n'est pas recevable puisque pour l'état civil, elle est célibataire.

Autre constat dressé par l'auteur: dans l'exil, certains ont pris le parti de se délester d'un passé de militant qui leur pesait " (*dejar atrás el peso de la militancia*, p. 353), en gommant de leur curriculum vitae des précisions jugées à l'évidence compromettantes. Ou en oubliant l'affectation dans les services de renseignement qui figurait pourtant en toutes lettres dans leur dossier militaire, lui substituant des états de service dans une unité de sapeurs. Encore a-t-il fallu que l'intéressé s'entende avec ses proches sur ce qui tombait désormais dans l'oubli — en somme, que soit conclu entre eux un "pacte de silence" (*pacto de silencio*, p. 352), écrit Taracena. Un pacte qu'on imagine, le cas échéant, accompagné d'une épuration des papiers légués aux descendants, pour accrédi-ter à jamais la nouvelle version. Un républicain espagnol dont l'auteur a pu reconstituer l'histoire véritable était ainsi parvenu à la sceller hermétiquement à ses descendants. D'autres familles dont l'auteur a interviewé les membres, se montrent en revanche loquaces sur leur aïeul, sauf que leur récit s'accorde mal avec la connaissance historique. Par exemple, on tient formellement à ce que l'oncle n'ait pas été pas républicain mais basque nationaliste: "*Mi tío no era republicano, él era nacionalista vasco*" (p. 317) affirme son neveu, ignorant que le Pays basque s'était rallié à la République dès 1931 et ses gens avaient combattu pour la défendre, demeurant en conséquence des hors-la-loi pour le régime franquiste. En "sur-dimensionnant" son nationalisme basque, on a refait à l'oncle une histoire éloignée de la vérité historique, dit Taracena.

Qu'ils aient pu rester au Guatemala ou aient dû finalement repartir en exil, tous ont dû pareillement décider ce qu'ils diraient de leur passé, et tôt ou tard, soit l'arranger dans les détails, soit fortement le retoucher, dit en substance Taracena, cela tient à leur commune condition de vaincus. La "transformation de la mémoire" a commencé de façon prosaïque quand on a exigé d'eux, à maintes

reprises, des curriculum vitae. Et elle a pu se muer en impératif "d'effacer toute trace de la Guerre civile dans sa vie... par un réflexe de survie" (p. 319), écrit l'auteur, quand à partir de 1954, l'anathème jeté sur toute idéologie progressiste a fait des républicains espagnols des suspects a priori. Rejeter toute association avec eux est alors apparu comme la condition, pour toute une famille, de refaire sa vie dans le pays d'accueil, remarque encore l'auteur. L'évolution politique du Guatemala est venue renforcer le mutisme sur un passé devenu pour certains non seulement encombrant mais dangereux — un mutisme déjà fréquent chez les gens dont le passé est sans commune mesure avec leur vie depuis, tel que certains d'entre nous en ont fait l'expérience en France, avec nos pères anciens résistants, sans doute écœurés par les règlements de compte ou l'imposture d'anciens camarades.

Le bilan de cette histoire n'a pas été qu'individuel et familial, constate l'auteur qui montre ce qui a sombré durablement dans ce naufrage. D'abord, il s'est instauré au Guatemala une profonde méconnaissance du rôle des gouvernements révolutionnaires d'Arévalo et d'Arbenz pour venir en aide à la République espagnole en exil, en Europe et en Amérique. Ensuite, une focalisation artificielle sur les seuls nationalistes basques restés dans le pays en 1954 (au détriment des républicains basques expulsés, dont le consul de Zugadi) a "invisibilisé" la présence des républicains espagnols réfugiés au Guatemala pendant une quinzaine d'années, et fait oublier à nombre de familles qu'il s'agit là de leur histoire. Enfin, sans mieux connaître l'immense contribution d'intellectuels et scientifiques républicains à la vie intellectuelle et à l'université, c'est la compréhension de l'histoire intellectuelle du Guatemala au 20e siècle qui s'en trouve limitée.

Au détour d'un paragraphe, l'auteur confie que, pour lui et d'autres, des générations parties rejoindre la guérilla à partir de 1962, après que les espaces d'expression démocratique se soient progressivement fermés, cela voulait dire reprendre le combat qu'avaient livré leurs pères et qui les avait fait se solidariser avec les républicains espagnols. La dimension personnelle, familiale et générationnelle de l'histoire racontée avec force dans ce livre, le rend aussi fort attachant.